

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

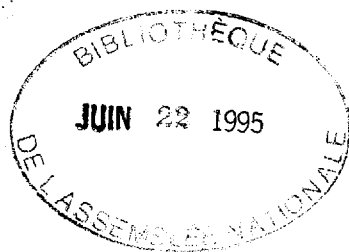
TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 107

Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac et la Loi sur la taxe de vente du Québec

Présentation

**Présenté par
M. Jean Campeau
Ministre du Revenu**



**Éditeur officiel du Québec
1995**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet d'assurer un meilleur contrôle du commerce des produits du tabac au Québec en apportant des modifications à la Loi concernant l'impôt sur le tabac ainsi qu'à la Loi sur la taxe de vente du Québec.

Ce projet de loi modifie en premier lieu la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin d'y prévoir qu'une personne doit être titulaire d'un certificat d'inscription émis en vertu de la Loi sur la taxe de vente du Québec pour vendre du tabac au Québec. Il prévoit également des modifications afin de prohiber la vente de tabac à un vendeur en détail qui n'est pas titulaire du certificat d'inscription.

Il modifie en deuxième lieu la Loi sur la taxe de vente du Québec afin d'y rendre obligatoire l'inscription de toute personne qui vend du tabac au Québec, sans égard aux règles applicables aux petits fournisseurs.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2);
- Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1).

Projet de loi 107

Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac et la Loi sur la taxe de vente du Québec

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC

1. L'intitulé de la section II de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2) est remplacé par le suivant:

« CERTIFICATS ET PERMIS ».

2. L'intitulé de la sous-section 1 de la section II de cette loi est remplacé, dans le texte français, par le suivant:

« §1. — *Certificats d'enregistrement et d'inscription* ».

3. L'article 3 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **3.** Nul ne peut effectuer la vente en détail de tabac au Québec à moins qu'un certificat d'inscription ne lui ait été délivré en vertu du titre I de la Loi sur la taxe de vente du Québec (chapitre T-0.1) et ne soit en vigueur à ce moment.

Tout agent-percepteur ne peut vendre, livrer ou faire en sorte que soit livré du tabac au Québec à moins qu'un certificat d'enregistrement ne lui ait été délivré en vertu de la présente loi et ne soit en vigueur à ce moment.

Tout entreposeur, importateur, manufacturier, opérateur de distributeur automatique ou transporteur a la même obligation que celle qui est prévue au deuxième alinéa. ».

4. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 5, du suivant :

« **5.0.1** Malgré l'article 415 de la Loi sur la taxe de vente du Québec (chapitre T-0.1), le certificat d'inscription prévu à l'article 3 doit être affiché à la principale place d'affaires de son titulaire au Québec et est incessible.

Une copie du certificat d'inscription doit être affichée dans chaque établissement exploité par son titulaire. ».

5. L'article 7 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **7.** Nul ne peut vendre ou livrer du tabac au Québec à un vendeur en détail qui n'est pas titulaire du certificat d'inscription prévu à l'article 3 ou à un vendeur en gros qui n'est pas titulaire du certificat d'enregistrement prévu à l'article 3 et du permis approprié prévu à l'article 6. ».

6. L'article 13.3.1 de cette loi, remplacé par l'article 12 du chapitre 79 des lois de 1993, est modifié, dans le premier alinéa :

1° par l'insertion, dans la sixième ligne et après le mot « du », des mots « certificat d'inscription prévu à l'article 3 dans le cas d'un vendeur en détail ou du » ;

2° par l'insertion, dans la septième ligne et après le chiffre « 6 », des mots « dans le cas d'une personne autre qu'un vendeur en détail ».

7. L'article 17 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Le ministre peut également conclure les ententes prévues au premier alinéa avec un vendeur en détail titulaire du certificat d'inscription prévu à l'article 3. ».

LOI SUR LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC

8. La Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1) est modifiée par l'insertion, après l'article 210.5, édicté par l'article 470 du chapitre 22 des lois de 1994, de ce qui suit :

« §1.2 — *Vendeur en détail de tabac*

« **210.6** Les articles 210.2 à 210.5 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, au petit fournisseur qui est tenu de s'inscrire en vertu de l'article 407.2. ».

9. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 407.1, édicté par l'article 589 du chapitre 22 des lois de 1994, du suivant :

« 407.2 Malgré l'article 407, le petit fournisseur qui effectue la vente en détail de tabac au sens de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (chapitre I-2) est tenu d'être inscrit à l'égard de cette activité.

Les articles 411.1, 415.1 et 417.1 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, au petit fournisseur qui effectue la vente en détail de tabac. ».

10. L'article 410.1 de cette loi, édicté par l'article 591 du chapitre 22 des lois de 1994, est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « 407 ou 407.1 » par les mots « 407, 407.1 ou 407.2 » ;

2° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 1° et après le mot « taxis », des mots « ou en vertu de l'article 407.2 à l'égard de la vente en détail de tabac » ;

3° par l'insertion, dans la troisième ligne de ce paragraphe et après le mot « effectue », des mots « , selon le cas, » ;

4° par l'insertion, dans la quatrième ligne de ce paragraphe et après le mot « entreprise », des mots « ou sa première vente en détail de tabac ».

11. L'article 411 de cette loi, remplacé par l'article 592 du chapitre 22 des lois de 1994, est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après « 407.1, », de ce qui suit : « 407.2, ».

12. L'article 417 de cette loi, modifié par l'article 595 du chapitre 22 des lois de 1994, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après le mot « taxis », des mots « ou ne vend pas en détail du tabac ».

13. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).